

## **Manifeste d'Atlanta**

### **Synopsis**

Réunis en conclave à Atlanta, USA, un groupe d'intellectuels congolais s'est penché sur la crise que traverse la République Démocratique du Congo (RDC) depuis plus de deux décennies. Au bout de deux jours d'intenses débats, ils se sont convenus sur beaucoup de points dont voici les principaux :

### **Constats**

- La crise en République Démocratique du Congo est une crise à plusieurs facettes: politique, économique, sociale, culturelle, leadership, sécuritaire et éducationnelle ;
- Le pays est occupé par des pays étrangers, spécialement le Rwanda et l'Ouganda ;
- Les occupants sont assistés par des forces extérieures de l'Occident et d'ailleurs, y compris de certains pays africains qui bénéficient énormément de la crise ;
- Les soi-disant dirigeants sont illégitimes et illégaux car ils gouvernent sans mandat ;
- Bref, dans sa configuration actuelle, la RDC est un pays pris en otage et dont l'existence est sérieusement en danger.

### **Propositions**

Face à ces constats, les participants à ce conclave ont proposé quelques actions à prendre:

- Demander aux pays du monde de ne plus reconnaître le régime en place;
- Résister, lutter contre l'occupation en solidarité avec les compatriotes qui résistent et luttent pour la même cause, où qu'ils soient;
- Soutenir et défendre la transition immédiate de l'occupation à un collège de transition qui sera chargé d'organiser des élections, d'assurer la continuité dans le fonctionnement de l'Etat;
- La transition devra se faire sans la participation du régime d'occupation ;
- Transformer les forces armées, les services de renseignement et la police nationale;
- Transformer le système de l'éducation d'aval en amont;
- Bâtir un Etat de droit dans lequel le peuple sera souverain.

## **I. DECLARATION GENERALE**

Nous, Intellectuels congolais, engagés dans la lutte pour la libération totale de la République Démocratique du Congo (RDC), réunis en conclave à Atlanta, EUA (USA), du 9 au 10 Mars 2018, ayant fait les constats ci-après, déclarons :

La RDC est à un tournant décisif de son histoire. Elle fait face à une crise profonde à plusieurs facettes qui remet en question l'existence même du pays et de sa souveraineté.

### **1. Constats**

#### **1.1. Crise constitutionnelle**

Le manque de respect de la Constitution a plongé le pays dans un vacuum d'autorité et de leadership. Une des conséquences est l'illégitimité du régime de l'occupation dont les effets immédiats sont : le mépris total de la loi et des accords politiques conclus entre l'Etat et la société civile; l'ingérence dans le fonctionnement normal des instances administratives comme la CENI; l'instrumentalisation des cours, tribunaux et juges; la violence de l'Etat contre les citoyens congolais; l'insécurité généralisée des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national; l'incapacité de l'armée à protéger les populations et l'intégrité du territoire national;

#### **1.2. Crise politique**

Faillite généralisée de l'Etat qui se manifeste par l'occupation de notre pays.

L'usurpation du pouvoir et la prise en otage de l'Etat congolais par les Rwandais, particulièrement les membres de la famille Kabila et leurs alliés politiques et économiques internationaux et nationaux.

Légalement et illégalement, des nouveaux prédateurs proviennent de diverses origines: Chine, Maghreb, Moyen-Orient, Europe, Etats-Unis, etc., et d'autres pays africains en plus du Rwanda, Ouganda et Burundi qui rentrent dans notre pays comme dans une foire, tant que l'administration est incapable à garder les frontières nationales;

#### **1.3. Crise de gouvernance**

Nous notons l'absence totale des dirigeants responsables depuis 2001, la mégestion et la mauvaise gouvernance à tous les échelons de l'appareil étatique ; la corruption endémique et croissante, l'incompétence, et la prostitution qui caractérisent la soi-disant classe politique congolaise, tant dans les rangs de la pseudo-majorité présidentielle que dans ceux de l'opposition;

#### **1.4. Crise économique**

Avec une infrastructure délabrée, l'économie du pays est en ruine: environ 50% des jeunes congolais et congolaises n'arrivent pas à trouver du travail malgré l'obtention des diplômes universitaires et post-universitaires; les occupants rwandais jouissent d'une priorité absolue sur

le marché de l'emploi; des postes importants sont confiés aux étrangers, surtout aux rwandais (dans les forces armées, la police nationale, le corps diplomatique, les parastataux, etc.).

Le commerce illicite des minerais précieux du Congo (cobalt, coltan, uranium, or, diamant etc.) est organisé par le sommet des tenants du pouvoir politique; le bradage des entreprises minières de l'Etat par le régime en place n'est un secret pour personne. Tout ceci explique pourquoi le pays est rangé parmi les dix plus pauvres au monde, et son président, un des plus riches d'Afrique et du monde entier.

### 1.5. Crise sociale et culturelle

Systématiquement, l'Etat congolais par le chef de Kabila/Kanambe s'est attelé à saboter complètement l'éducation des jeunes congolais de la maternelle au niveau universitaire et des instituts supérieurs; ce qui explique l'inversion des valeurs éducationnelles et sociales à tous les niveaux du tissu social congolais. L'insécurité des personnes et des biens a tellement ébranlé les populations congolaises surtout en milieu rural, que la fuite à l'étranger ou dans des camps des personnes déplacées à l'intérieur du pays est devenu un passage obligé pour tant de nos compatriotes. Cette situation se manifeste particulièrement dans les milieux ruraux à l'est du Congo, dans le Kasaï, et dans d'autres régions envahies par des bandes de meurtriers rwandais qui tuent, violent, font brûler des villages et malmènent les populations congolaises avec impunité. Ces crimes commis parfois en présence ou à proximité de la MONUSCO et souvent avec la complicité des Forces Armées Congolaises constituées des rwandais et mercenaires continuent à l'est du pays. Chaque jour, les femmes et filles dans les milieux ruraux sont violemment violées, les villageois sont forcés de s'enfuir, et les occupants s'accaparent de nos terres, exploitent nos pâturages, volent les biens des paysans et de l'Etat congolais au vu et su du régime Kabila. A la pauvreté abjecte s'ajoute le manque d'accès des populations aux soins de santé primaires car l'Etat n'y apporte aucune attention.

## **2. PROPOSITIONS**

A la lumière de ce qui précède, nous, intellectuels congolais engagés dans la lutte pour la libération de la RDC, déclarons ce qui suit:

### 2.1 Fin à l'illégitimité

Aux termes de la constitution en vigueur, Kabila qui a usurpé le pouvoir à deux reprises (2006 et 2011), n'est plus président de la République Démocratique du Congo depuis Décembre 2016. Par conséquent, tous les actes posés par lui et son gouvernement -sans mandat- sont illégitimes, nuls et non avenus. Ce disant, nous demandons à toute la communauté internationale de ne plus le reconnaître comme président de la RDC.

### 2.2 Fin à l'occupation

L'illégitimité et l'illégalité des institutions actuelles dictent la nécessité d'une transition sans le régime déchu de l'occupation. Cette transition doit être dirigée par un Collège composé de trois

personnalités de nationalité congolaise reconnues pour leur probité morale et qui n'auront pas l'intention de briguer un mandat politique. Ce Collège aura pour mission: 1) d'assurer la continuité du fonctionnement de l'Etat; 2) d'organiser des élections libres, transparentes et équitables dans la paix; 3) d'initier la transformation du régime d'occupation en un Etat de droit pour répondre aux aspirations légitimes du peuple congolais pour la justice, la prospérité et le bien-être social de tous.

Nous, intellectuels congolais, soutenons fermement le processus qui a été entamé pour la mise en place d'un organisme chargé d'administrer la transition initiée par l'organisation congolaise Paix et Solidarité. Le Collège sera donc responsable d'assurer le bon fonctionnement de l'administration publique. Compte tenu de l'état de destruction avancé du pays sur les plans économique, sécuritaire et social, la durée de son mandat sera de deux ans au minimum et trois ans au maximum.

### 2.3 Fin à la misère sociale et à l'insécurité généralisée

Nous, intellectuels congolais, condamnons et demandons la fin des viols des femmes et enfants, des vols des biens et propriétés foncières et autres des congolais partout sur l'étendue du territoire national ; demandons aussi que justice soit rendue pour toutes les victimes des crimes;

Nous recommandons vivement le changement du rôle de la MONUSCO surtout pendant la période de transition. Que cet organe des Nations Unies passe de son rôle d'observateur à celui de protecteur de la population civile tel que prévu au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

### 2.4 Transformation des forces de sécurité

L'insécurité généralisée des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national exige une profonde transformation des forces de sécurité. Pour ce faire, nous recommandons vivement de procéder au tamisage des éléments de l'armée, de la police et des services de sûreté du régime d'occupation en place et au recrutement de nouveaux éléments parmi les jeunes congolais/congolaises instruits. Nous rejetons la pratique d'intégrer des anciens rebelles dans les forces armées du pays. Nous exigeons qu'elle soit bannie une fois pour toutes. En outre, nous recommandons la reconnaissance des officiers et soldats tombés sur le champ de bataille et ceux qui sont assassinés pour des raisons politiques. Cette démarche est indispensable au rétablissement du sens d'honneur au sein des forces armées. L'armée doit respecter sa mission régaliennne de défense de l'intégrité du territoire national, tandis que la police doit assurer la protection des personnes et des biens. Nous recommandons que la nouvelle police soit structurée de façon à en faire une police de proximité. Nous recommandons aussi que les services de renseignement se limitent à assurer la sûreté de l'Etat. Nous condamnons avec véhémence le harcèlement des citoyens et demandons qu'il soit interdit sous toutes ses formes. Nous exigeons que les nouvelles forces de sécurité soient une organisation républicaine consacrée à la protection du pays et de ses habitants, et non à celle d'un individu, quel que soit son rang social.

## 2.5 Solidarité dans la lutte pour la libération de la RDC

Nous déclarons tout haut notre soutien patriotique aux mouvements citoyens et les médias qui continuent à résister et à lutter pour la libération de notre pays, pour leur défense de la liberté d'expression et d'assemblée, ainsi que pour l'accès de ces mouvements et du peuple tout entier aux médias publics. Nous insistons sur l'accès ininterrompu des citoyens aux réseaux sociaux, lequel accès constitue un droit civil fondamental.

Nous déclarons aussi notre soutien inflexible aux actions paisibles et légales de toutes les couches sociales et organisations au sein de la société civile, dont le Comité Laïc Catholique qui persistent à lutter pour la libération totale du pays de l'occupation étrangère et l'établissement d'un état de droit.

## 2.6 La Justice

La recrudescence des abus de pouvoir et de l'arbitraire nous interpelle et nous oblige d'exiger la séparation des pouvoirs dans le système judiciaire qui sera mis en place. Nous demandons avec insistance que l'on mette fin au règne de l'arbitraire et que la justice soit rendue aux victimes des crimes de toutes les catégories. Nous demandons aussi au Ministère de la Justice de ne plus s'ingérer dans le travail des cours et tribunaux, de se limiter à son rôle de soutenir leurs missions respectives et de défendre les intérêts du peuple et de l'Etat congolais.

## 2.7 Patrimoine du sol congolais

Nous déclarons énergiquement que le sol et le sous-sol de la RDC appartiennent aux congolais. De ce fait, les éleveurs des pays étrangers ne sont les bienvenus au Congo qu'à la stricte condition d'obtenir, au préalable, l'autorisation des propriétaires de terre tels que reconnus par le Droit coutumier. Nous exhortons chaque communauté à défendre farouchement et à protéger ses droits ancestraux sur leur héritage. Nous rejoindrons la résistance contre les envahisseurs, qu'ils soient munis d'armes ou non, toute fois qu'ils tentent d'entrer chez nous cherchant d'occuper ne fut ce qu'un cm<sup>2</sup> du territoire congolais. Tous les moyens nécessaires seront utilisés pour faire valoir nos droits et nos libertés.

Que les soi-disant éleveurs rwandais, burundais, et bororos qui se promènent sur le territoire congolais, munis d'armes de guerre pour envahir en douceur les paysages congolais au profit de leurs cheptels bovins, soient prévenus. Nous encourageons les populations congolaises d'utiliser tous les moyens nécessaires pour les chasser.

Par ailleurs, nous condamnons sans réserve toutes formes d'exploitation sauvage qui détruisent notre écosystème ou les structures sociales des populations congolaises. La déforestation des terres congolaises doit être combattue énergiquement, y compris par la communauté internationale car elle met en danger le deuxième poumon de la Terre. L'exploitation du pétrole, et des minerais précieux -coltan, cobalt, diamant, et d'autres dans le Kivu et d'autres régions du Congo. Des telles activités sont néfastes et dangereuses tant à l'écosystème qu'aux structures sociales et aux populations congolaises, plus particulièrement aux mineurs. Elles doivent, de ce

fait, faire l'objet des concertations publiques transparentes à tous les niveaux de la structure de l'Etat (central, provincial, local). Dans ce même contexte, nous nous opposons fermement à ce projet qui sous un pseudo-panafricanisme, veut détourner les eaux du fleuve Ubangi pour alimenter le lac Tchad et ce, sans consultation ni implication du peuple congolais. Cet acte représenterait non seulement un pillage des ressources congolaises, mais aussi un danger à l'existence du peuple congolais vu les conséquences néfastes qui pourraient en résulter sur l'environnement, voire tout l'écosystème, et sur le débit du fleuve Congo. Nous sommes donc prêts à apporter tout soutien nécessaire au pays pour dissuader les initiateurs d'un tel projet.

## 2.8 Education

Concernant l'éducation, le secteur requiert une transformation complète, d'aval en amont après quatre décennies de négligence totale. Il est établi que seul un Etat bien organisé et qui place une grande priorité sur les intérêts de la jeunesse et du pays peut réaliser un tel objectif. Ce fait nous force d'exiger l'édification d'un Etat de droit ayant une vision claire pour l'avenir de notre jeunesse. Nous mettrons tout en œuvre pour supporter les institutions et organisations qui se dévouent au développement de la nation, surtout à celui des jeunes, futurs leaders et bâtisseurs du grand Congo.

## **3. CONCLUSION**

Aux citoyens et aux gouvernements de tous les pays, nous demandons de se joindre au peuple congolais dans sa lutte noble pour la dignité, la paix et la justice conformément aux principes universels inscrits dans la Déclaration Universelle des droits humains. Un Congo démocratique, stable et développé, rendra des services énormes à l'Afrique et à l'humanité toute entière, y compris aux grandes puissances et firmes multinationales.

## Signataires

Eyamba Georges Bokamba, Ph.D.  
Marcel Eluhu, MD  
Mme Christine Iyofe Isasi, BA  
N.J. Makidi Ku-Ntima, Ph.D.  
Jules Malonga Miatudila, MD  
Vuvu Manseka, Ph.D.

André Mpika, Major  
Tshilemalema Mukenge, Ph.D.  
Emmanuel Naniuzeyi, Ph.D.  
Georges Nzongola Ntalaja, Ph.D.  
S. N. Sangmpam, Ph.D.